

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 18 FÉVRIER 1914.

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille belges.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Il serait complètement inutile, je pense, de redire que de toutes les professions, celle des ouvriers employés aux travaux souterrains des mines de houille est de beaucoup la plus malsaine et la plus dangereuse.

Mais ce qu'il convient de rappeler, c'est que le métier de houilleur est celui où la prudence individuelle est insuffisante pour protéger l'ouvrier contre les maladies professionnelles et les divers et multiples genres d'accidents auxquels il est journellement exposé, depuis la descente dans la mine jusqu'à son arrivée au jour, à la sortie de la bure.

C'est en s'inspirant de ce principe que le législateur de 1810 a édicté la loi qui prescrit les visites périodiques des ingénieurs des mines de l'État dans les travaux souterrains des mines.

Certes, il est loin de notre pensée de mettre en doute ni la compétence ni la vigilance de ces agents, mais les faits sont là qui prouvent à toute évidence que la surveillance actuelle ne sera efficace et complète que le jour où des inspecteurs ouvriers houilleurs, choisis et nommés par les travailleurs de la mine eux-mêmes, prendront place auprès des inspecteurs officiels.

Parmi les nombreux accidents qui sont survenus et peuvent survenir du jour au lendemain, citons entre autre les éboulements, les coups d'eau, l'asphyxie, les ruptures des câbles d'extraction, les coups de grisou, etc., l'insalubrité occasionnant de nombreuses maladies professionnelles des houilleurs.

La loi du 11 avril 1897 instituant des inspecteurs ouvriers à l'inspection des mines laisse beaucoup à désirer au point de vue de l'hygiène, de la prophylaxie, de la sécurité des travailleurs au fond des mines. Les inspecteurs ouvriers sont sous la dépendance des patrons charbonniers, du Conseil de l'Industrie et du Travail (Section compétente), sous celle de M. le Ministre de l'Industrie et du Travail et, par conséquent, sous la loi actuelle. L'inspecteur ouvrier ne jouit aucunement d'indépendance pour exercer en toute loyauté la délicate et grande fonction qui lui est attribué.

Les ouvriers houilleurs n'ont aucune confiance dans les inspecteurs ouvriers actuels, ils les nomment les gardes-chiourmes des forteresses patronales des houillères.

Sans la loi du 11 avril 1897, les inspecteurs ouvriers des mines se trouvent dans l'impossibilité la plus complète d'exercer leur fonction telle qu'elle devrait être faite au point de vue de l'hygiène, de la sécurité des travailleurs ainsi que du bon entretien des travaux, etc.

A l'article 3 de la loi du 11 avril 1897, il est dit :

- « Deux candidats au moins sont proposés pour chaque emploi de délé-
- » gué à l'inspection des mines.
- » Le cas échéant, la section compétente du Conseil de l'Industrie et du
- » Travail présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions
- » dans son ressort. »

L'article 5 dit :

- « La présentation de chaque candidat se fait séparément au scrutin
- » secret. Elle n'est valable que pour autant que la moitié des membres de
- » la section ou des sections réunies prennent part au vote et que le candi-
- » dat réunisse la majorité absolue des suffrages. »

Il en résulte que les ouvriers membres du Conseil de l'Industrie et du Travail présentent des candidats aux fonctions d'inspecteurs ouvriers et que jamais ces candidats n'ont obtenu la majorité absolue, pas plus que les candidats des patrons; aucune nomination n'a pu avoir lieu valablement, et on a recours à l'article 7 de la loi ainsi conçu :

- « Le Ministre nomme à l'emploi de délégué à l'inspection l'un des
- » candidats présentés.
- » A défaut de deux présentations valables, le Ministre peut nommer le
- » délégué de la circonscription parmi les ouvriers réunissant les conditions
- » énumérées à l'article précédent. »

Nous le regrettons amèrement; jusqu'à ce jour, à notre connaissance, aucun candidat présenté par les membres ouvriers du Conseil de l'Industrie et du Travail n'a été nommé aux fonctions d'inspecteur, ceci parce que très souvent, pour ne pas dire toujours, les membres patrons du Conseil de l'Industrie et du Travail adressent des louanges de capacité et loyauté de leur candidat, tout en donnant des explications d'incapacité, etc., du

candidat présenté par les membres ouvriers du Conseil de l'Industrie et du Travail à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail qui donne son choix et nomme le candidat désigné par les membres patrons comme le plus apte de remplir ces fonctions.

De par la loi en vigueur, l'inspecteur ouvrier se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions d'inspecteur, de la surveillance des travaux souterrains, telle qu'elle devrait être remplie au point de vue de l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs, s'il tient à être réélu après l'expiration de son mandat (3 ans); en quelque sorte, il est sous la férule, aux ordres du patron charbonnier; s'il signale toutes les imprévoyances patronales, manque d'entretien des travaux, tel qu'ils devraient l'être au point de vue de la sécurité des travailleurs (et même dans l'intérêt des capitalistes), de l'hygiène, les continuelles infractions au règlement de la police des mines, etc., il devient la bête noire des directeurs gérants, directeurs et conducteurs de travaux mêmes, qui le prétendent négligeant, incapable, imprévoyant et diront que, par son attitude, il enraye la progression de la production, etc.

Un rapport de tout cela est fait aux membres patrons du Conseil de l'Industrie et du Travail, et aux prochaines présentations de candidats à l'inspection des travaux souterrains, celui qui a rempli ses fonctions en toute loyauté est noirci comme un diable et, par conséquent, ne sera plus réélu aux fonctions d'inspecteur.

Il sera donc forcé de reprendre l'outil; s'il a la chance de trouver du travail, il sera sous la férule patronale et pourrait être victime de sa loyauté d'ancien inspecteur.

Afin d'éviter pareil déboire, les inspecteurs sous la loi actuelle cherchent à plaire aux patrons charbonniers et à conserver leur position; s'ils font leurs visites réglementaires accompagné d'un guide (porion, chef-porion, etc.) dans leurs parcours souterrains, ils ne peuvent refuser d'être accompagnés.

Ces guides et inspecteurs sont plus ou moins intéressés dans l'exploitation; ils tiennent à conserver leurs fonctions et ils visitent les travaux, les yeux fermés. On a constaté à diverses reprises que les inspecteurs ouvriers faisaient, en passant dans les tailles lors de leurs visites, les fonctions de porions, les yeux tournés vers la veine, criaient aux ouvriers abatteurs ardent du charbon : « C'est du charbon qu'il faut, ce qui est noir est charbon. »

Il est dit à l'article 12 ce qui suit :

« Alinéa 2. Au cours de leurs visites, les délégués ont toujours le droit » d'enjoindre à leur guide de s'écarter momentanément à l'effet de permettre » aux ouvriers de s'entretenir librement avec eux. »

Cela ne sert à rien, car le guide sait dans quel sentier, taille, ils ont passé et, par conséquent, il sait aussi quel ouvrier a fait des déclarations, des observations, etc., qui certainement ne sont pas des félicitations au point de vue de l'hygiène, de la sécurité des ouvriers; jamais aucun ouvrier n'a fait des communications à l'inspecteur; ils savent qu'on en don-

nerait connaissance soit au prétendu guide, soit à la direction et, par conséquent, cela lui serait plutôt nuisible; ils ne le font pas, parce qu'ils considèrent les délégués inspecteurs, sous la loi actuelle, comme des porions.

L'inspection d'aujourd'hui n'amoindrit pas ou du moins très peu les accidents au fond des mines; ils sont plus nombreux que l'on pourrait le supposer.

Voici un exemple indiscutable. Il y a quelques années, nous avons fait un relevé au greffe de la Commission arbitrale des accidents du travail de l'industrie charbonnière de Charleroi et de la Basse-Sambre; il y avait eu, du 1^{er} juillet 1905 au 1^{er} juillet 1906, 11,152 déclarations d'accidents; du 1^{er} juillet 1906 au 12 novembre 1907, 16,292 déclarations d'accidents, et du 13 novembre 1907 au 8 septembre 1908, 12,764 déclarations d'accidents.

Cela paraît extraordinaire et c'est cependant exact.

Il y avait, d'après le rapport de M. l'ingénieur en chef de la province, M. Minsier, une population ouvrière, fond et surface compris, de 44,623 houilleurs, soit du 25 % en 1905-1906, et nous voyons malheureusement le nombre des accidents aller en augmentant d'année en année, pour atteindre en 1908, du 13 novembre 1907 au 8 septembre 1908, soit en dix mois et vingt-quatre jours, 12,764 ouvriers et ouvrières tués et blessés sur un personnel de 32,633 à l'intérieur et de 13,976 à la surface; ensemble 46,609 personnes, fond et surface réunis, soit du 27.38 %.

Comme nous ne connaissons pas exactement le nombre de leurs assurés, ajoutons au 46,609 personnes pour notre bassin, 4,000 personnes pour la Basse-Sambre, nous aurons ainsi $46,609 + 4,000 = 50,609$, et comme il y a eu 12,764 blessés et tués pour dix mois et vingt-quatre jours, cela fait encore du 25 %, ce qui est énorme et incontestable.

En grande partie ces accidents

Mais continuons les relevés faits au greffe de la Commission des accidents du travail de l'industrie charbonnière du Bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre, et nous constatons les déclarations des accidents suivants survenus dans l'industrie charbonnière :

Pendant l'année 1910	. . .	18,005 accidents
Id. id. 1911	. . .	16,992 id.
Id. id. 1912	. . .	16,444 id.
		51,441 id.

Pendant ces trois périodes, nous trouvons cinquante et un mille quatre cent quarante et une déclarations, blessés et tués, sur 62,112 affiliés, soit 26 %.

Si nous soustrayons les 51,441 déclarations de blessés et tués des 62,112 affiliés, il nous reste 10,671 travailleurs seulement non atteints d'accident dans l'industrie charbonnière du Bassin de Charleroi et de la Basse-Sambre; cela paraît incroyable, mais s'il pouvait y avoir des doutes soit de la part du Ministre de l'Industrie et du Travail, soit du Gouvernement,

alors nous demandons qu'une sérieuse et loyale enquête soit faite, composée d'une commission dont les membres seraient nommés : la moitié par le Ministre, l'autre moitié par le Conseil exécutif de la fédération des mineurs du Bassin de Charleroi, et ainsi nous connaîtrons plus exactement encore le nombre de blessés et tués dans l'industrie charbonnière des deux Bassins.

Ces accidents précités sont dus, du moins la grande part, souvent, très souvent même, au manque de prévoyance, à la négligence, à l'amour des grands bénéfices de la part des patrons ; à la négligence et au manque d'entretien des travaux souterrains des mines de houille des deux bassins sus-indiqués, et surtout au manque de pouvoir sérieux des inspecteurs, de délégués-inspecteurs ouvriers des mines de houille.

Et lorsqu'on parle de tous ces accidents, le grand nombre d'ouvriers houilleurs disent, et c'est ainsi, que les inspecteurs ouvriers n'en sont pas la cause, il n'en peuvent rien, ils sont muselés (?) par la loi actuelle.

La profession de houilleur est la plus dangereuse, la plus pénible, la plus malsaine, antihygiénique, elle se fait dans la presque complète obscurité, loin des yeux du public. Ah ! si l'on pouvait établir l'intérieur des travaux souterrains des charbonnages à la surface avec les travaux actuels et les conditions de l'ouvrier pendant son travail, dans les tailles, les voies de roulage, cheminées, voies secondaires et voies de retour d'air, pilier ascensionnel, plans inclinés et puits, on pourrait constater les multiples accidents et dangers incroyables auxquels les esclaves de la mine sont exposés depuis leur descente jusqu'à leur sortie de la cage arrivée au jour.

Ah ! comme le public se sauverait, s'éloignerait en courant de ce puits par crainte d'accident, et même les actionnaires crieraient, il faut plus de surveillance, plus de sécurité !

Si le travail souterrain des mines de houille se faisait au grand jour, qu'on pourrait voir clairement tous les dangers qui menacent constamment le mineur, la main-d'œuvre coûterait beaucoup plus cher et peut-être les patrons charbonniers ne trouveraient plus d'ouvriers mineurs.

Mais, bast, tout se passe dans l'obscurité ; on ne voit pas tous les dangers. Bien loin de cela, il arrive souvent, trop souvent, que les dangers menaçants, vus et connus, sont cachés, négligés par l'inspection ouvrière telle qu'elle est faite aujourd'hui. C'est afin de porter remède à cette triste situation que nous demandons au Ministre de l'Industrie et du Travail, au Gouvernement, à la Chambre, de voter la proposition de révision que nous avons l'honneur de présenter au Parlement.

Un dernier mot.

Lorsque le patron viole le règlement de police des mines et que, par exemple, il exploite des tailles au rabat d'air ⁽¹⁾, qu'il mine dans la veine pour abattre le charbon dans des couches non autorisées, il se met en garde,

(1) Rabat d'air, air descendant la taille ou les autres travaux, contrairement au règlement de la mine.

il instruit ses subordonnés du fond de la mine, et lorsque l'ingénieur des mines de l'État se présente au bureau, c'est pour endosser l'habit de mineur; s'il le juge bon, il vérifie les livres de rapport de l'inspection, il a un entretien avec le patron au point de vue des travaux, des corps de veines, de l'extraction et souvent, autant que possible, le patron prolonge la conversation, et pendant ce temps un signal convenu avec les chefs du fond est fait et transmis au fond de la mine à tel ou tel étage où on sait qu'il y a des infractions; le porion ou chef porion prévenu fait immédiatement arrêter soit la voie aboutissant à la taille, etc., où l'infraction existe et quelquefois, boucher la voie même avec du vieux bois, quelques fagots, un peu de poussière dessus; l'ingénieur passe et on lui déclare que ce sont de vieux travaux arrêtés depuis quelque temps.

Dans les tailles grisouteuses où il est défendu de miner dans la veine, dès que l'arrivée ou la visite de l'ingénieur ou de l'inspecteur ouvrier est connue, le porion fait effacer les traces des mines laissées visibles dans la veine et cacher les outils de forage et la poudre, et l'ingénieur du Gouvernement ou l'inspecteur ouvrier passe; tout est conforme aux lois et règlements et le tour est joué, et souvent, pour ne pas dire toujours, l'ingénieur ou l'inspecteur ouvrier n'est pas encore remonté au jour que tout est remis en route comme avant la visite.

L'inspecteur ouvrier n'oserait rien dire de crainte de déplaire au patron et de devenir victime de sa déclaration.

Les faits relatés dans ces développements suffisent à prouver que l'inspection et surtout l'inspection des délégués ouvriers actuels est insuffisante, qu'elle ne peut être efficace. Afin d'éviter un grand nombre d'accidents, de rendre la mine plus sanitaire, plus hygiénique, de faire respecter les lois sur les travaux miniers, le règlement de la police des mines, il est de toute urgence, au point de vue même de l'intérêt des patrons et actionnaires des charbonnages, que les délégués ouvriers inspecteurs soient nommés par les ouvriers eux-mêmes; de cette façon, on ne pourrait plus dire, comme aujourd'hui, que l'inspection met en quelque sorte le patron à l'abri et nous demandons au Ministre et au Parlement de donner plus de garantie, de sécurité, d'hygiène, plus de santé aux travailleurs du fond des mines de houille belges.

Quel est, en effet, celui qui, par son travail dangereux, dont la vie est sans cesse menacée depuis le commencement de la descente dans la mine jusqu'à son arrivée au jour, sorti de la cage? C'est le mineur.

Quel est celui dont la santé se trouve compromise, à cause de son pénible, fatigant et antihygiénique travail? C'est l'ouvrier mineur.

Qui, en toute justice, en toute loyauté, pour garantir sa santé et sa vie, peut mieux choisir, en pleine connaissance de cause, celui qui doit veiller à sa sécurité, sa santé, sa vie, l'inspecteur ouvrier? C'est l'ouvrier.

Ce sont ces principaux motifs qui en toute justice et loyauté, exigent la nomination des inspecteurs ouvriers par les ouvriers eux-mêmes.

Nous croyons devoir borner notre exposé à ces rapides observations, nous avons suffisamment démontré, dans l'intérêt de la sécurité, la santé et

l'hygiène des ouvriers mineurs, la nécessité, l'urgence de la modification et du complément de la loi du 11 avril 1897 des délégués ouvriers à l'inspection des travaux souterrains des mines.

Nous espérons, M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, vos Collègues du Gouvernement et la grande majorité du Parlement, mes chers Collègues, que tous vous ferez bon accueil à la présente proposition faite au nom de la justice.

CAELUWAERT.

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille belges.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi actuelle est remplacé par la disposition suivante :

« Tous les trois ans, les inspecteurs délégués ouvriers chargés de surveiller les travaux souterrains des mines de houille sont nommés par les ouvriers mineurs, âgés de 25 ans accomplis, au suffrage universel.

» Immédiatement après le dépouillement du scrutin, le résultat du vote sera porté à la connaissance du Ministre de l'Industrie et du Travail ainsi que du Gouverneur de la province. »

ART. 2.

Ajouter au dernier alinéa de l'article 2 : « dans chaque circonscription ».

ART. 3.

Le 2^e alinéa de l'article 3 est remplacé comme suit :

« Le corps électoral (houilleurs) présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans le ressort. » (Le reste comme à l'article 3.)

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897 houdende aanstelling van afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de Belgische kolenmijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van de wet door de volgende bepaling te vervangen :

« Om de drie jaar worden de afgevaardigde opzieners-werklieden, belast met het toezicht op de ondergrondse werken in de kolenmijnen, bij algemeen kiesrecht benoemd door de mijnwerkers, die volle 25 jaar oud zijn.

» Dadelijk na de stemopneming wordt de uitslag der stemming ter kennis gebracht van den Minister van Nijverheid en Arbeid, alsmede van den Gouverneur der provincie. »

ART. 2.

Aan de slotalinea toe te voegen : « in elke omschrijving ».

ART. 3.

Het 2^{de} lid van dit artikel te doen luiden :

« Het kiescollege van de kolenmijnwerkers draagt evenveel lijsten van kandidaten voor als er omschrijvingen zijn binnen het gebied. » (Het overige zooals in artikel 3.)

ART. 4.

L'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les ouvriers houilleurs, électeurs âgés de 25 ans, sont avertis soit par le Ministre de l'Industrie et du Travail, soit par le Gouverneur de la province, des dates, heures, etc., de la présentation des candidats aux élections.

» L'ordre du jour de l'assemblée ne peut porter aucun autre objet que la présentation des candidats.

» Le nombre des candidats par circonscription ne peut être supérieur à trois candidats.

» Dans chaque circonscription, les candidats portés sur la liste électorale sont présentés par dix parrains appartenant à cette circonscription, âgés de 30 ans révolus, ayant travaillé au moins dix ans dans les travaux souterrains de houille et ayant passé par les divers travaux comme abatteurs, coupeurs de voies, etc., et domiciliés depuis cinq ans au moins dans le même arrondissement. »

ART. 5.

(Supprimé.)

ART. 6.

Reste dans son entier, sauf le dernier alinéa qui est supprimé.

ART. 7.

L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

« La liste des candidats ayant obtenu la majorité des voix sera transmise,

ART. 4.

Dit artikel te doen luiden :

« Aan de mijnwerkers-kiezers, die 25 jaar oud zijn, wordt hetzij door den Minister van Nijverheid en Arbeid, hetzij door den Gouverneur der provincie kennis gegeven van den dag, het uur, enz., waarop de kandidaten moeten voorgedragen worden.

» Alleen het voordragen van kandidaten mag worden gebracht op de dagorde der vergadering.

» Het getal kandidaten mag, voor elke omschrijving, niet drie overschrijden.

» In elke omschrijving worden de kandidaten, op de kiezerslijst gebracht, door tien voorstellers voorgedragen; deze voorstellers moeten tot de omschrijving behoreen, volle 30 jaar oud zijn, ten minste tien jaar hebben gearbeid binnen in de kolenmijn, achtereenvolgens de verscheidene mijnwerken hebben uitgevoerd als houwens, ganghakkers, enz., en sedert ten minste vijf jaar hunne woonplaats hebben in hetzelfde arrondissement. »

ART. 5.

(Te doen wegvallen.)

ART. 6.

(Het laatste lid te doen wegvallen.)

ART. 7.

Dit artikel te doen luiden :

« De lijst der kandidaten, die de meerderheid der stemmen hebben beko-

après le dépouillement, au Ministre de l'Industrie et du Travail et au Gouverneur de la province, qui la soumettra à la sanction royale. »

ART. 8.

Cet article est rédigé comme suit :

« Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.

» Le délégué dont les fonctions n'ont pas été renouvelées peut être valablement présenté à nouveau comme candidat ».

ART. 9.

L'article 9 est rédigé comme il suit :

« En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué à l'inspection des mines, le ou les suppléants remplacent le membre effectif jusqu'à expiration du terme de l'effectif. »

ART. 10.

(Comme il est dit dans la loi actuelle.)

ART. 11.

Maintenir jusqu'aux mots, y compris : « direction et des ouvriers », ajouter aussi : « en donner connaissance et publier par la *Revue du travail belge* ».

Ajouter à l'article 11, après 1°, 2°, 3°, c'est-à-dire :

« 4° La date de la visite ;

men, wordt, na de stemopneming, gezonden aan den Minister van Nijverheid en Arbeid, alsmede aan den Gouverneur der provincie; de Minister onderwerpt ze aan de goedkeuring van den Koning. »

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden :

« De afgevaardigden bij het mijntoezicht worden voor drie jaar benoemd.

» De afgevaardigde, die niet werd herkozen, kan opnieuw geldig voorgedragen worden als candidaat. »

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden :

« Ingeval van overlijden, ontslag of afzetting van een afgevaardigde bij het mijntoezicht, neemt de plaatsvervanger of nemen de plaatsvervangers de plaats van het werkend lid in, totdat dezes mandaat ten einde loopt. »

ART. 10.

(Zooals in de wet van 1897.)

ART. 11.

§ 2. Aan 't slot, toe te voegen : « hij geeft daarvan kennis en kondigt ze af in het *Belgisch Arbeidsblad* ».

§ 2. Nrs 1°, 2°, 3° en 4° te doen luiden :

» 1° Den datum van het bezoek

» 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini;

» 3° L'itinéraire suivi;

» 4° Les faits essentiels observés, ajouter : « la situation des travaux et les infractions au règlement de la police des mines. »

Remplacer, à partir du mot : le directeur, etc., par ce qui suit :

« En cas d'accidents, le directeur gérant ou le directeur des travaux est tenu d'en informer immédiatement l'ingénieur et le délégué ouvrier. Ceux-ci ou celui-ci se rendra aussitôt sur le lieu de l'accident et procédera sur place aux enquêtes qu'il jugera urgentes et nécessaires, et ensuite tous les documents relatifs à l'exploitation devront lui être soumis sans délais sur sa simple réquisition. »

ART. 12.

Aux mots : « Les délégués ouvriers à l'inspection des mines peuvent exiger un guide », ajouter : « ouvrier ou patron, et, en cas de non-exigence de la part du délégué, personne ne peut accompagner le délégué ouvrier lors du parcours de sa visite ».

ART. 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

(Comme dans la loi actuelle.)

ART. 20.

L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

1° *Quiconque, pour déterminer un*

» 2° De uren, waarop het bezoek begon en eindigde;

» 3° Den gevolgden weg;

» 4° De hoofdzakelijke zaken, welke hij waarnam, alsmede den staat der werken en de overtredingen van het reglement op de mijnpolitie. »

§§ 3 en 4. Te vervangen door de volgende bepaling :

« Telkens als een ongeval voorkomt, is de bestuurder-zaakvoerder of de bestuurder der werken gehouden, dadelijk daarvan kennis te geven aan den ingenieur en aan den afgevaardigde-werkman. Dezen of de afgevaardigde-werkman begeven zich zonder verwijl naar de plaats, waar het ongeval voorkwam; hij doet ter plaatse het door hem dringend en noodig geacht onderzoek; daarna moeten al de stukken betreffende de ontginning hem zonder uitstel en op enkel verzoek overhandigd worden. »

ART. 12.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« De afgevaardigden-*werklieden* bij het mijntoezicht kunnen voor hunne bezoeken eenen gids, hetzij werkman, hetzij patroon, eischen; wordt dit door den afgevaardigde niet geëischt, dan mag niemand den afgevaardigde-werkman vergezellen bij zijn bezoek. »

ART. 13, 14, 15, 16, 17, 18 en 19.

(Zooals in de wet van 1897.)

ART. 20.

In n° 1°, de woorden : « een lid van

électeur en remplacement de « un membre du Conseil de l'Industrie et du Travail » (le reste comme à l'article 20 jusqu'au 3°).

Supprimer le 3° : « les membres du Conseil de l'Industrie et du Travail » et le remplacer comme suit : « par un électeur qui aurait accepté des offres et des promesses préqualifiées ».

ART. 21 et 22.

(Comme il est dit dans la loi actuelle.)

Des électeurs et des éligibles.

ART. 23.

Les inspecteurs ouvriers et les inspecteurs suppléants sont élus directement dans chaque circonscription par les ouvriers houilleurs, dans la forme indiquée par les articles suivants.

ART. 24.

Sont électeurs dans une circonscription, tous les ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines, aux conditions suivantes :

1° Être âgé de 23 ans accomplis ;

2° Être inscrit sur la feuille de paye effectuée pour la circonscription, au moins un mois avant l'arrêt de la convocation.

Toutefois lorsque le travail aura été suspendu par les ouvriers, soit par suite d'accident, soit par l'effet de coalitions, seront électeurs tous ceux qui sont inscrits sur la feuille de paye qui précède la cessation du travail.

den Nijverheids- en Arbeidsraad » te vervangen door de woorden : « *eenen kiezer* ».

In n° 3°, de woorden : « De leden van den Nijverheids- en Arbeidsraad, die », te vervangen door de woorden : « De kiezer, *die...* »

ART. 21 en 22.

(Zooals in de wet van 1897.)

Van de kiezers en van de verkiesbaren.

ART. 23.

In elke omschrijving worden de opzieners-werklieden en de plaatsvervangende opzieners rechtstreeks door de kolenmijnwerkers gekozen op de wijze, door de volgende artikelen bepaald.

ART. 24.

Zijn kiesgerechtigd in eene omschrijving, al de werklieden arbeidende binnen in de mijn, mits zij :

1° Volle 23 jaar oud zijn ;

2° Ingeschreven zijn op den staat der loonen, in de omschrijving uitbetaald ten minste ééne maand vóór het besluit tot bijeenroeping van de kiezers.

Echter, wanneer de werklieden opbielden te arbeiden ten gevolge van een ongeval of van werkstakingen, zijn al de kolenmijnwerkers, ingeschreven op den laatst opgemaakten loonstaat vóór den stilstand van den arbeid, kiesgerechtigd.

ART. 25.

Sont éligibles dans n'importe quelle circonscription, tous les ouvriers âgés de 30 ans révolus :

1° Être Belge ;

2° Avoir travaillé dix ans au moins comme abatteur, coupeur de voies, recuteur, ouvrier d'entretien ou porion ayant passé par tous les degrés, ou du moins connaître à fond tous les genres des travaux souterrains ;

3° Les anciens ouvriers ayant rempli les mêmes conditions sus-indiquées.

De la confection des listes électorales.
— Des convocations des électeurs. —
Du fonctionnement du scrutin.

ART. 26.

La liste électorale de chaque circonscription est dressée par l'exploitant d'après la feuille de paye, ainsi que le dit l'article 24.

Cette liste est affichée dans chaque exploitation, bien lisible et visible, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

ART. 27.

La liste ainsi formée est remise par l'exploitant dans les trois jours qui suivent l'arrêté de convocation, au bourgmestre de chacune des communes sur lesquelles s'étend la circonscription. Cette liste est remise en trois expéditions.

ART. 28.

Le bourgmestre fait immédiatement, sans que le délai puisse dépasser la huitaine à partir du jour de l'arrêté de convocation, afficher ces listes à la porte de la Maison communale.

ART. 25.

Zijn in om 't even welke omschrijving verkiesbaar :

1° Al de werklieden, die volle 30 jaar oud zijn, Belg zijn en gedurende ten minste tien jaar hebben gearbeid als houter, ganghakker, wegruimer, onderhouder of porion die alle graden doorliep, of althans volkomen vertrouwd zijn met al de ondergrondse werken ;

2° De gewezen werklieden, die aan dezelfde vereischten voldeden.

Van de lijsten der kiezers, van de oproeping der kiezers en van het kiezen.

ART. 26.

De lijst der kiezers in elke omschrijving wordt door den mijnbestuurder opgemaakt volgens den loonstaat, voorzien bij artikel 24.

Die lijst wordt in elke mijnonderneming, op de gewone plaatsen voor de mededeelingen aan de werklieden, derwijze aangeplakt dat men ze goed lezen en zien kan.

ART. 27.

Binnen drie dagen na het besluit tot bijeenroeping, wordt de aldus opgemaakte lijst door den mijnbestuurder afgeleverd aan den burgemeester van elke gemeente, welke tot de omschrijving behoort. Gezegde lijst wordt in driedubbel afschrift afgeleverd.

ART. 28.

Dadelijk en in elk geval binnen acht dagen te rekenen van de dagteekening van het besluit tot bijeenroeping doet de burgemeester die lijsten aanplakken aan den ingang van het Gemeentehuis.

ART. 29.

Les réclamations des intéressés seront formées dans les cinq jours qui suivront cet affichage; elles seront reçues par le bourgmestre ou par le secrétaire communal et portées devant le juge de paix, qui statuera d'urgence et en dernier ressort.

ART. 30.

Si l'exploitant ne remet pas au bourgmestre ou au secrétaire communal la liste ci-dessus mentionnée, ou si le bourgmestre ne la fait pas afficher dans les délais et conditions ci-dessus indiqués, le Gouverneur fait dresser et afficher cette liste aux frais du délinquant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

ART. 31.

Si une circonscription s'étend sous plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la commune désignée comme lieu de vote par l'arrêté de convocation.

ART. 32.

Le Gouverneur de la province convoque les électeurs. La première convocation aura lieu deux mois après la promulgation de la présente loi; les convocations ultérieures auront lieu dans le mois qui suivra la disparition du titulaire, qu'il soit inspecteur délégué ou suppléant.

ART. 33.

L'arrêté de convocation sera affiché

ART. 29.

De bezwaarschriften van de belanghebbenden moeten binnen vijf dagen na die aanplakking ingediend worden bij den burgemeester of bij den gemeentesecretaris; zij worden onderworpen aan den vrederechter, die zonder uitstel en in hoogsten aanleg uitspraak doet.

ART. 30.

Wordt bovengemelde lijst door den mijnbestuurder niet afgegeven aan den burgemeester of aan den gemeentesecretaris of doet de burgemeester ze niet aanplakken binnen den tijd en op de wijzen, hierboven bepaald, dan doet de Gouverneur die lijst opmaken en aanplakken op kosten van den overtreder, onverminderd de straffen die tegen dezen kunnen uitgesproken worden wegens overtreding dezer wet.

ART. 31.

Ingeval eene omschrijving verscheidene kantons omvat, is de bevoegde vrederechter die van het kanton, tot welk behoort de gemeente, waar, volgens het besluit tot bijeenroeping, de stemming moet plaats hebben.

ART. 32.

De Gouverneur der provincie roept de kiezers bijeen. Tot de eerste bijeenroeping wordt overgegaan twee maanden na de afkondiging dezer wet; de latere bijeenroepingen hebben plaats binnen de maand na het verdwijnen van den afgevaardigde-opziener of van den plaatsvervanger.

ART. 33.

Het besluit tot bijeenroeping wordt

dans chaque commune de l'arrondissement, quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

ART. 34.

Le vote est obligatoire. Cette obligation est soumise aux mêmes peines et prescriptions que celles édictées par la loi électorale du 30 juin 1894 (art. 220 et suivants). Le vote a lieu à la maison communale de la commune désignée par l'arrêté du Gouverneur.

ART. 35.

Le bureau électoral est présidé par le bourgmestre, qui a pour assesseurs le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin.

ART. 36.

Chaque bulletin porte trois noms, avec l'indication de la qualité du délégué ou du suppléant à chaque candidat.

Nul n'est élu au premier tour du scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant, dans les mêmes conditions de forme et de durée.

in elke gemeente van het arrondissement aangeplakt ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing; deze heeft altijd plaats op een Zondag.

ART. 34.

De stemming is verplichtend. Voor deze verplichte stemming gelden de straffen en de voorschriften, bepaald bij de artikelen 220 en volgende der kieswetten van 30 Juni 1894. De stemming geschiedt op het gemeentehuis der gemeente, bij besluit van den Gouverneur aangewezen.

ART. 35.

Het kiesbureel wordt voorgezeten door den burgemeester met, als bijzitters, den oudsten en den jongsten der kiezers aanwezig bij den aanvang der stemming.

ART. 36.

Op elk stembriefje staan drie namen en is tevens vermeld de hoedanigheid van elken candidaat (afgevaardigde of plaatsvervanger).

Niemand wordt bij de eerste stemming verkozen verklaard, indien hij niet heeft bekomen de volstrekte meerderheid der uitgebrachte stemmen en een getal stemmen, ten minste gelijk aan een vierde van het getal ingeschreven kiezers.

Bij de tweede stemming is de betrekkelijke meerderheid voldoende, welk ook het getal zij van de stemmende kiezers.

Bij staking van stemmen wordt de oudste candidaat verkozen verklaard.

Is er eene tweede stemming noodig, dan wordt daartoe den volgenden Zondag overgegaan op gelijke wijze als bij de eerste stemming.

Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme que le président remettra à chaque électeur au moment où il pénétrera dans l'isoloir.

ART. 37.

Ceux qui, soit par voies de faits, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un mois à un an de prison et d'une amende de 100 francs à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 38.

Après dépouillement du scrutin, le président proclame le résultat du vote; il dresse et transmet au Gouverneur le procès-verbal des opérations.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivront l'élection, au Gouverneur, qui en accusera réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs protestations au Gouverneur.

ART. 39.

En cas de contestation, le Gouverneur transmet le dossier, au plus tard le cinquième jour après l'élection, au Conseil de prud'hommes de la circonscription ou juge de paix, qui doit statuer dans les huit jours suivants.

De stemming geschiedt, op straffe van nietigheid, onder omslag van gelijk model, door den voorzitter aan elken kiezer overhandigd wanneer deze zich in de afschutting begeeft.

ART. 37.

Al wie de stemming beïnvloedt, hetzij door feitelikheden, gewelddaden, bedreigingen, giften of beloften, hetzij door een kiezer te doen vreezen dat hij zijne betrekking zou verliezen, dat men hem zijn werk zou ontnemen of zijn persoon, zijn gezin of zijne fortuin aan eenig nadeel blootstellen, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en met eene boete van 100 tot 2,000 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 38.

Na de stemopneming maakt de voorzitter den uitslag der stemming bekend; hij maakt het proces-verbaal der kiesverrichtingen op en zendt het aan den Gouverneur.

De bezwaren moeten in het proces-verbaal opgenomen of, op straffe van nietigheid, binnen drie dagen na de verkiezing bij den Gouverneur ingediend worden; deze geeft bericht van de ontvangst daarvan.

De mijnbestuurders kunnen, evenals de kiezers, hunne bezwaren binnen hetzelfde tijdsverloop indienen bij den Gouverneur.

ART. 39.

Wordt de verkiezing betwist, dan zendt de Gouverneur de stukken, uiterlijk den vijfden dag na de verkiezing, aan den werkrechttersraad der omschrijving of aan den vrederechter, die uitspraak moet doen binnen de volgende acht dagen.

En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois.

Wordt de verkiezing nietig verklaard, dan heeft eene nieuwe verkiezing plaats binnen de maand.

Des contestations entre les inspecteurs ouvriers et les patrons.

Van de geschillen tusschen de opzieners-werklieden en de patroons.

ART. 40.

ART. 40.

L'article 7, § 3, du décret du 3 janvier 1813 est ainsi modifié :

Artikel 7, § 3, van het decreet van 3 Januari 1813 wordt gewijzigd als volgt :

« En cas de contestations entre le délégué et l'exploitant sur la nécessité des travaux à exécuter ou à modifier dans le fond,

» Telkens als er tusschen den afgevaardigde en den mijnbestuurder geschil is over de noodzakelijkheid der uit te voeren of te wijzigen werken binnen in de mijn,

» Comme aussi dans le cas où l'exploitant tarderait à faire droit aux justes et urgentes réclamations du délégué,

» Telkens als de mijnbestuurder nalaat gevolg te geven aan de gegronde en spoedvereischende klachten van den afgevaardigde,

» En un mot, pour régler toutes les conditions qui pourraient s'élever entre délégué et patron, la cause sera portée devant le Conseil de prud'hommes et instruit d'urgence, à la diligence du délégué ou du patron réclamant; dans les circonscriptions où il n'existe pas de Conseil de prud'hommes, la cause sera portée devant le juge de paix du ressort. »

» Kortom, telkens als er geschillen tusschen afgevaardigde en patroon dienen opgelost te worden,

» Wordt de zaak gebracht voor den werkrechtersraad en zonder verwijl behandeld ter benaarstiging van den afgevaardigde of van den patroon, van wien de klacht uitgaat; is er in de omschrijving geen werkrechtersraad, dan wordt de zaak gebracht voor den vrederechter van het kanton. »

ART. 41.

ART. 41.

Si la contestation intéresse plusieurs circonscriptions, tous les délégués de ces circonscriptions seront entendus, le jugement rendu par le Conseil fera mention des avis émis par lesdits délégués.

Ingeval het geschil verscheidene omschrijvingen aanbelangt, worden al de afgevaardigden dier omschrijvingen gehoord; het vonnis, gewezen door den Raad, vermeldt de adviezen, door gezegde afgevaardigden uitgebracht.

Révocation des délégués.

Afzetting van de afgevaardigden.

ART. 42.

ART. 42.

La révocation de l'inspecteur ouvrier pourra être réclamée en tout temps

De afzetting van den opziener-werkman kan te allen tijde worden aange-

par les ouvriers électeurs de la circonscription.

A cet effet, une requête contenant l'exposé des griefs articulés contre le délégué en fonction sera adressée au Gouverneur. Suite ne sera donnée à cette requête que si elle est signée par la moitié plus un des ouvriers électeurs employés dans la circonscription.

Le Gouverneur transmettra ladite requête aux bourgmestres des communes sur le territoire desquelles se trouvent les sièges d'exploitation du ressort de l'inspecteur incriminé.

ART. 43.

Dans les trois jours qui suivront la réception de ces pièces, les bourgmestres feront vérifier, sur les feuilles de paye, aux sièges des exploitations, l'authenticité des signatures apposées au bas de la requête.

ART. 44.

Sitôt ces formalités accomplies, sans qu'elles puissent excéder la huitaine à partir du jour où les bourgmestres auront reçu la requête du Gouverneur, cette requête sera retournée au Gouverneur, visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal succinct de ses opérations.

ART. 45.

Si les signatures de la moitié plus un des électeurs sont reconnues sincères par le procès-verbal et le visa du bourgmestre, le Gouverneur prendra un arrêté révoquant l'inspecteur incriminé.

vraagd door de werklieden-kiezers der omschrijving.

Daartoe wordt aan den gouverneur gezonden een vertoogsschrift, waarin de tegen den afgevaardigde aangevoerde bezwaren zijn uiteengezet. Aan dit vertoogsschrift wordt alleen dan gevolg gegeven wanneer het is ondertekend door de grootste helft van de werklieden-kiezers arbeidende binnen de omschrijving.

De Gouverneur zendt dit vertoogsschrift aan de burgemeesters der gemeenten, op welker grondgebied zijn gevestigd de ontginningszetels behorende tot het gebied van den aanklaagden opziener.

ART. 43.

Binnen drie dagen na het ontvangen van die stukken, doen de burgemeesters de echtheid van de handteekeningen op het vertoogsschrift nagaan door middel van de loonstaten berustende bij de ontginningszetels.

ART. 44.

Dadelijk nadat aan die vormvereischten is voldaan, en uiterlijk binnen acht dagen te rekenen van den dag waarop de burgemeesters het vertoogsschrift hebben ontvangen van den Gouverneur, wordt dit vertoogsschrift, voor gezien geteekend door den burgemeester, aan den Gouverneur teruggezonden met een beknopt proces-verbaal zijner handelingen.

ART. 45.

Zijn de handteekeningen van de grootste helft der kiezers echt bevonden door het proces-verbaal en het visa van den burgemeester, dan neemt de Gouverneur een besluit tot afzetting van den

Aussitôt il convoquera les électeurs dans les formes et délais repris aux articles 28 et suivans.

ART. 46.

L'inspecteur révoqué pourra être candidat dans la même circonscription où sa révocation aura été provoquée. S'il échoue, il ne sera plus rééligible dans aucune circonscription pendant un délai de cinq ans qui prendra cours à partir de la date de l'arrêté de révocation.

ART. 47.

Les dispositions contenues aux articles précédents sont applicables aux inspecteurs ouvriers adjoints suppléants.

ART. 48.

Sera révoqué d'office par le Gouverneur, tout délégué qui, sans motif valable dûment constaté, aura négligé plus de trois fois au cours d'une même année de faire dans les puits dont il a la surveillance les descentes obligatoires exigées par l'article 9, titre II.

ART. 49.

Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations des inspecteurs ouvriers de même que tous ceux qui contreviendraient aux dispositions de la présente loi, seront punis d'une amende de 100 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans ou d'une de ces peines seulement.

ART. 50.

Les années passées par l'inspecteur ouvrier dans l'exercice de ses fonctions

aangeklaagden opziener en roept hij de kiezers dadelijk bijeen op de wijze en binnen den tijd bepaald bij artikel 28 en volgende.

ART. 46.

De afgezette opziener kan candidaat zijn in dezelfde omschrijving, waar hij werd afgezet. Wordt hij niet verkozen, dan is hij in geen enkele omschrijving meer verkiesbaar gedurende een tijdsverloop van vijf jaar, aanvang nemende te rekenen van de dagteekening van het besluit tot afzetting.

ART. 47.

De bepalingen van de vorige artikelen zijn van toepassing op de plaatsvervangende toegevoegde opzienerswerklieden.

ART. 48.

Wordt door den Gouverneur van ambtswege afgezet, elke afgevaardigde die, zonder geldig bevonden redenen, meer dan driemaal in den loop van hetzelfde jaar naliet, de verplichte bezoeken, opgelegd door artikel 9, titel II, te doen in de schachten waarop hij het toezicht heeft.

ART. 49.

Al wie de bezoeken en bevindingen van de opzienerswerklieden belemmert, al wie de bepalingen dezer wet overtreedt, wordt gestraft met eene boete van 100 tot 5,000 frank en met eene gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee jaar of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 50.

De jaren dienst van den opzienerwerkman als zoodanig gelden als

comptent comme année de travail pour l'obtention de la pension.

arbeidsjaren tot het bekomen van het pensioen.

ART. 51.

ART. 51.

Un arrêté royal réglera l'application de la présente loi et déterminera les circonscriptions à établir ainsi qu'il est dit en l'article 4.

Een koninklijk besluit regelt de toepassing dezer wet en bepaalt de op te richten omschrijvingen naar luid van artikel 4.

ART. 52.

ART. 52.

Tous les deux ans, le Gouverneur publiera, sous forme de bulletin, un résumé des rapports, constatations, infractions aux lois et règlement de la police des mines qui lui auront été adressés par les inspecteurs ouvriers.

Om de twee jaar geeft de Gouverneur, bij wijze van bulletijn, eene beknopte samenvatting van de verslagen, bevindingen, overtredingen der wetten en reglementen op de mijnpolitie, hem toegezonden door de opzieners-werklieden.

CAELUWAERT.

D. MAROILLE.

A. BRENEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1914.

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897, houdende aanstelling van afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de Belgische kolenmijnen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het ware, meen ik, volkomen nutteloos te herhalen dat onder alle ambachten, dit der mannen, gebezigd aan de ondergrondse werken in de kolenmijnen, verreweg het ongezonderste en het gevaarlijkste is.

Er dient evenwel herinnerd dat bij het ambacht van mijnwerker de persoonlijke voorzichtigheid te kort schiet om den werkman te beschermen tegen de ziekten van 't beroep en de allerhande en veelvuldige soorten van ongevallen, waaraan hij dagelijks is blootgesteld, van 't oogenblik af dat hij in de mijn afdaalt tot dat hij er weder uitkomt.

Uitgaande van dat beginsel heeft de wetgever van 1810 de wet uitgevaardigd waarbij geregelde bezoeken van de ingenieurs van Staatsmijnwezen in de ondergrondse mijnwerken voorgeschreven werden.

Wij willen geenszins de bevoegdheid noch de waakzaamheid dier ingenieurs in twijfel trekken, maar de feiten zijn daar om zonneklaar te bewijzen dat het huidig toezicht eerst dan doeltreffend en volledig zal wezen, wanneer er opzieners-mijnwerkers, verkozen en benoemd door de mijnwerkers zelf, plaats zullen nemen naast de officiele opzieners.

Onder de talrijke ongevallen die onverwachts zijn overkomen of kunnen overkomen, wijzen wij onder andere op de instortingen, den waterslag, de verstikking, het springen van de ophaalkabels, de grauwgasontploffingen, enz., naast de ongezone lucht die zooveel beroepsziekten bij de mijnwerkers veroorzaakt.

De wet van 11 April 1897, waarbij opzieners-werklieden aangesteld werden bij het toezicht op de mijnen, laat veel te wenschen over met het oog op de gezondheid, op de voorkoming van de ziekten en de veiligheid der werklieden binnen in de mijnen. De opzieners-werklieden hangen af van de kolenmijnbazen, van den Nijverheids- en Arbeidsraad (Bevoegde afdeeling) en van den Minister van Nijverheid en Arbeid. Bijgevolg is de opziener-werkman, onder de huidige wet, volstrekt niet onafhankelijk genoeg om in volle eerlijkheid de kiesche en verheven zending te vervullen die hem opgedragen is.

De mijnwerkers hebben geen vertrouwen in de huidige opzieners-werklieden, die zij de bewakers van de galeislaven in de fortten der kolenmijnbazen heeten.

Onder de wet van 11 April 1897, verkeeren de opzieners-mijnwerklieden volstrekt in de onmogelijkheid om hun ambt uit te oefenen zooals het behoort voor de gezondheid en de veiligheid der werklieden, alsmede voor het degelijk onderhoud van de werken enz.

In artikel 3 der wet van 11 April 1897, wordt gezegd :

- » Twee kandidaten ten minste worden voorgesteld voor ieder ambt van afgevaardigde bij het toezicht op de mijnen.
- » Bij voorkomend geval draagt de bevoegde afdeeling van den Nijverheids- en Arbeidsraad zooveel lijsten van kandidaten voor als er omschrijvingen zijn in haren werkkring. »

Artikel 5 luidt :

- » De voorstelling van elken candidaat geschiedt afzonderlijk bij geheime stemming. Zij is enkel geldig mits de helft van de leden der afdeeling of der vereenigde afdeelingen deelnemen aan de stemming en de candidaat de volstreckte meerderheid der stemmen bekomt. »

Daaruit volgt dat de werklieden-leden van den Nijverheids- en Arbeidsraad kandidaten voorstellen voor het ambt van opzieners-werklieden en dat die kandidaten nooit de volstreckte meerderheid bekwamen, evenmin als de kandidaten der bazen; geene enkele benoeming kon aldus geldig geschieden en dan past men artikel 7 der wet toe, dat luidt als volgt :

- » De Minister benoemt tot het ambt van afgevaardigde bij het toezicht een der voorgestelde kandidaten.
- » Zijn er geen twee geldige voorstellingen, dan mag de Minister den afgevaardigde der omschrijving benoemen onder de werklieden die aan de vereischen van het voorgaand artikel voldoen. »

Wij betreuren het bitter : tot hiertoe is, bij ons weten, er geen enkel candidaat, door de leden-werklieden van den Nijverheids- en Arbeidsraad voorgesteld, benoemd geworden tot het ambt van opziener, en zulks omdat zeer dikwijls, om niet te zeggen altijd, de leden-patroons van den Nijverheids- en Arbeidsraad hunnen candidaat met lof overladen wegens

zijne bekwaamheid en rechtschapenheid, terwijl zij den candidaat, voorgesteld door de werklieden-leden van den Nijverheids- en Arbeidsraad, voor onbekwaam doen gelden bij den Minister van Nijverheid en Arbeid, die zijne keus doet en den candidaat der bazen benoemt, als zijnde de bekwaamste om het ambt te vervullen.

Met de bestaande wet, kunnen de opzieners-werklieden onmogelijk hun ambt van opziener over de ondergrondsche werken uitoefenen zooals het behoort, met het oog op de gezondheid en de veiligheid der werklieden, indien zij er prijs aan hechten herkozen te worden wanneer hun mandaat (drie jaar) uit is. Zij staan nagenoeg onder de roede, onder de bevelen van den kolenmijnpatroon. Klagen zij al de onvoorzichtigheden der patroons aan, het gebrekkig onderhoud van de werken, met het oog op de veiligheid der werklieden (zelfs in 't belang der kapitalisten) en op dezer gezondheid, klagen zij ook de gestadige overtredingen van de politieverordeningen over de mijnen aan, dan staan zij op een zwart bladje aangeschreven bij de zaakvoerders, de beheerders en zelfs de patroons die hen zullen uitgeven als zijnde onachtzaam, onbekwaam, zonder vooruitzicht en zullen zeggen dat zij, door hunne houding, het toenemen van de voortbrenging verhinderen enz.

Daarover wordt verslag medegedeeld aan de leden-patroons van den Nijverheids- en Arbeidsraad, en bij de eerstkomende voorstellingen van kandidaten voor het toezicht op de ondergrondsche werken, wordt hij, die zijn ambt in volle rechtschapenheid vervulde, zoo zwart gemaakt als een duivel en wordt hij bijgevolg niet meer als candidaat-opziener voorgesteld.

Hij zal dus het werktuig moeten hanteeren; zoo hij nog de kans heeft werk te vinden, zal hij onder de roede der patroons staan, en zeer gemakkelijk het slachtoffer worden van zijne rechtschapenheid als oud-opziener.

Om zulke onaangenaamheid te vermijden, trachten de huidige opzieners wel te staan met de kolenmijnpatroons en hunne betrekking te behouden; bij hunne verplichte bezoeken in de ondergrondsche werken, mogen ze niet weigeren vergezeld te worden door eenen gids (porion, opperporion enz.).

Die gidsen en toezieners zijn min of meer in de exploitatie betrokken; zij hechten er prijs aan hunne betrekking te behouden, en zij onderzoeken de werken met gesloten oogen. Herhaaldelijk is vastgesteld geworden dat de opzieners-werklieden, het ambt van porion spelende, bij hun bezoek in de uithakgangen, met hunne oogen naar de kolenlagen gericht, de uithakkers toeriepen : « Kolen moeten er zijn, al wat zwart is zijn kolen! »

In artikel 12 wordt gezegd :

« Lid 2. Tijdens hunne bezoeken, hebben de afgevaardigden te allen » tijde het recht hunnen gids te bevelen tijdelijk op zijde te gaan om de » werklieden toe te laten vrijelijk met hen te spreken. »

Dat dient tot niets, want de gids weet langs welken wegel en welken uithakgang zij gegaan zijn, en bijgevolg weet hij ook welke arbeider verklaringen en opmerkingen enz., heeft afgelegd, die voorzeker geen gelukwensen zijn met het oog op de gezondheid en de veiligheid der

werklieden; nooit heeft om 't even welke arbeider iets medegedeeld aan den opziener; zij weten dat het zou overgedragen worden hetzij aan den zoogezegden gids, hetzij aan het bestuur, en bijgevolg zou het voor den werkmán veeleer nadeelig zijn; ze deelen dan ook niets mede, omdat zij de afgevaardigden-opzieners onder de huidige wet beschouwen als porions.

Het huidig toezicht vermindert maar weinig of niet het getal ongevallen in de mijnen; die ongevallen zijn talrijker dan men zou kunnen denken

Ziehier een onbetwistbaar voorbeeld: Eenige jaren geleden, hebben wij ter griffie van de scheidsrechterlijke commissie voor de ongevallen bij den arbeid in de kolennijverheid van Charleroi en van de Neder-Samber eene lijst opgemaakt; van 1 Juli 1905 tot 1 Juli 1906 waren er 44,152 ongevallen aangegeven geworden; van 1 Juli 1906 tot 12 November 1907, 16,292; en van 13 November 1907 tot 8 September 1908, 12,764.

Dat schijnt ongehoord, en toch is het zoo.

Volgens het verslag van den hoofdingenieur der provincie, den heer Minsier, waren er 44,623 kolenmijnwerkers, onder en boven den grond te zamen, zoodat voor 1905-1906 het getal ongevallen 25 t. h. der mijnwerkers trof; en wij zien ongelukkiglijk het getal ongevallen jaarlijks toenemen, om in 1908, van 13 November 1907 tot 8 September 1908, dus op tien maanden en vier-en-twintig dagen, het getal te bereiken van 12,764 arbeiders en arbeidsters, gedood of gekwetst op een gezamenlijk getal werklieden van 32,633 onder den grond en 13,976 boven den grond, of te zamen 46,609 personen, wat neerkomt op 27.38 t. h.

Daar wij niet nauwkeurig het getal der verzekerden kennen, voegen wij bij de 46,609 arbeiders voor ons bekken, 4,000 arbeiders voor de Neder-Samber, en dan komen wij tot $46,609 + 4,000 = 50,609$ en daar er op tien maanden en vier-en-twintig dagen 12,764 dooden en gekwetsten waren, komt dat nog neer op 25 t. h., wat schromelijk en onbetwistbaar is.

Als wij ons onderzoek ter bedoelde griffie voortzetten, vinden wij de volgende opgaven van ongevallen in de kolennijverheid:

Jaar 1910 . . .	48,005	ongevallen
Id. 1911 . . .	46,992	id.
Id. 1912 . . .	46,444	id.
TE ZAMEN . . .	51,441	id.

Op die drie jaar vinden wij een-en-vijftig duizend vierhonderd een-en-veertig aangegeven ongevallen, dooden of gekwetsten, op 62,112 aangesloten, dus 26 t. h.

Indien wij de 51,441 aangegeven ongevallen afrekken van de 62,112 aangesloten, dan blijven er slechts 10,671 kolenmijnwerkers over die niet het slachtoffer waren van ongevallen in de mijnstreek Charleroi en Neder-Samber; dat schijnt niet gelooflijk, maar indien er twijfel kan bestaan hetzij bij den Minister van Nijverheid en Arbeid, hetzij bij de Regeering, dan vragen wij dat er een ernstig en eerlijk onderzoek gedaan

worde, door eene commissie, waarvan de helft te benoemen is door den Minister en de helft door den uitvoerenden raad van het verbond der mijnwerkers der streek van Charleroi, en aldus zullen wij nog nauwkeuriger het getal dooden en gekwetsten kennen in de kolenmijnen van de twee mijnstreken.

Het meerendeel dier ongevallen zijn dikwijls, ja zeer dikwijls te wijten aan het gebrek aan vooruitzicht, aan de onachtzaamheid, aan het winstbejag vanwege de mijnbestuurders; aan de verwaarloozing en aan het gebrekkig onderhoud van de ondergrondse werken in de kolenmijnen van bedoelde twee bekkens, en vooral aan de onvoldoende macht der opzieners, der afgevaardigden opzieners-werklieden voor de kolenmijnen.

En wanneer men spreekt van al die ongevallen, zeggen het meerendeel der kolenmijnwerkers, en 't is ook de waarheid, dat de opzieners-werklieden er geen schuld aan hebben, dat zij er niets kunnen aan doen, dat zij gemuilband zijn door de huidige wet.

Het ambacht van kolenmijnwerker is het gevaarlijkste, het lastigste, het ongezondste dat er bestaat en het wordt nagenoeg uitgeoefend in volle duisternis, verre van de oogen der menschen. Ha! kon men de ondergrondse mijnwerken boven den grond inrichten zooals ze wezenlijk zijn, met de omstandigheden waarin de mijnwerker slaaft, in de uithakgangen, naast de vervoerschachten, de tochtschachten, de bijschachten en de verluchtingsschachten, de ladderschacht, de hellende schachten en de ophaalschacht, dan zou men de veelvuldige ongevallen, gevaren enz., bemerken waaraan de mijnsclaven blootstaan van 't oogenblik af dat ze neerdalen tot dat ze terug onder de opene lucht komen.

Ha! Hoe zou het volk wegvluchten van dien put uit vrees voor ongelukken; zelfs de aandeelhouders zouden zeggen: er is meer toezicht, meer veiligheid noodig!

Moest het ondergrondsch werk der kolenmijnen in 't volle licht kunnen geschieden, zoodat men duidelijk al de gevaren kon zien, die den mijnwerker gestadig bedreigen, dan zou het werkloon veel duurder zijn en misschien zouden de kolenmijnbestuurders geen werkvolk meer vinden.

Maar, zie, alles geschiedt in 't donker; men ziet niet al de gevaren, verre van daar! Heel dikwijls, al te dikwijls gebeurt het dat de geziene en gekende dreigende gevaren door de arbeiders-opzieners, zooals zij thans bestaan, verborgen en verwaarloosd worden. 't Is om dien droevigen toestand te verhelpen, dat wij den Minister van Nijverheid en Arbeid, de Regeering en de Kamer vragen, ons voorstel tot herziening te willen goedkeuren.

Nog een paar woorden.

Wanneer de werkgever het politiereglement op de mijnen schendt, en dat hij, bij voorbeeld, uithakschachten aanlegt neerwaarts af ⁽¹⁾, dat hij kruitworsten bezigt om kolen uit verboden lagen te halen, dan stelt hij zich

(1) Neergaande schachten, in strijd met de mijnverordeningen.

op zijne hoede ; hij verwittigt zijne onderhoorigen beneden in de mijn, en wanneer de ingenieur van Staatsmijnwezen op het kantoor komt, dan moet hij eerst het mijnwerkerspak aandoen ; zoo hij het goedvindt, ziet hij de boeken na met de verslagen der opzieners ; hij heeft een onderhoud met den patroon over de werken, het stel kolenlagen, het uithakken, en dikwijls wordt door den meester het gesprek zoolang mogelijk gerekt ; ondertusschen wordt een afgesproken signaal overgemaakt aan de werk-leiders binnen in de mijn, op deze of gene verdieping waar men weet dat er overtredingen gepleegd worden ; de verwittigde porion of hoofdporion doet onmiddellijk het spoor verleggen, voerende naar den bedoelden uithak-gang, waar de overtreding wordt gepleegd ; somtijds doet hij den gang zelf afsluiten met eenige ouwe houthussels, waarop wat kolenstof wordt gestrooid ; de ingenieur komt voorbij en men verklaart hem dat het oude werken zijn, die reeds sedert eenigen tijd zijn stilgelegd.

In de grauwgashoudende gangen, waar het verboden is kruitworsten in de lagen te steken, doet de porion, zoodra de komst of het bezoek van den ingenieur of van den werkman-opziener gekend is, het spoor verdwijnen van de mijnkokers die zichtbaar gebleven zijn in de laag, en boortuig en kruit wegstoppen ; daarop komt de Staatsingenieur of de opziener-werkman voorbij ; alles is volgens de wetten en de verordeningen en 't spel is gespeeld ; dikwijls, om niet te zeggen altijd, is de ingenieur of de werkman-opziener nog niet boven den grond, of alles is weer in gang zooals vóór hun bezoek.

De opziener-werkman zou niets durven zeggen, uit vrees den meester te mishagen en het slachtoffer van zijne verklaring te worden.

De feiten, in deze Toelichting aangehaald, leveren het voldoende bewijs dat het toezicht, vooral dat der huidige afgevaardigde werklieden, onvol-doende is en niet doeltreffend kan wezen. Om een groot getal ongevallen te beletten, om de mijnwerken gezonder te maken, om de wetten op de mijnwerken, alsmede de politieverordeningen op de mijnen te doen naleven, is het hoogst noodig, zelfs in 't belang der meesters en der aandeelhouders, dat de afgevaardigde opzieners-werklieden benoemd worden door de werklieden zelf. Op die wijze zou men niet meer kunnen zeggen, zooals heden, dat het toezicht de meesters om zoo te zeggen volkomen dekt, en wij vragen aan de Ministers en aan de Kamers, dat zij aan de ondergrondsche mijnwerkers meer waarborgen van veiligheid en gezondheid zouden verschaffen.

Wiens leven wordt, inderdaad, door zijn gevaarvol werk, gestadig bedreigd, van het oogenblik af dat hij neerdaalt, tot dat hij uit den ophaalbak stijgt en terug in de opene lucht komt? 't Is de mijnwerker !

Wiens gezondheid wordt gekrenkt door zijn lastig, afmattend en onge-zond werk? 't Is de mijnwerker !

Wie kan, in volle recht en eerlijkheid, voor het vrijwaren van zijn leven en gezondheid, met geheele kennis van zaken, het best den opziener-werkman verkiezen, die over zijne veiligheid, zijne gezondheid, zijn leven moet waken? 't Is de mijnwerker !

Ziedaar de hoofdredenen die, in alle recht en rechtschapenheid, de benoeming vergen van de opzieners-werklieden door de werklieden zelf.

Wij meenen onze toelichting daarbij te mogen beperken; wij hebben voldoende bewezen, met het oog op de veiligheid en de gezondheid der werklieden, hoe dringend noodig het is de wet van 11 April 1897, op het aanstellen van afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de mijnwerken, te wijzigen en aan te vullen.

Wij hopen, dat de Minister van Nijverheid en Arbeid, zijne collega's der Regeering en de groote meerderheid der Kamers ons voorstel, dat op de rechtvaardigheid is gesteund, goed zullen onthalen.

CAELUWAERT.

Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 11 avril 1897 instituant des délégués ouvriers à l'inspection des mines de houille belges.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi actuelle est remplacé par la disposition suivante :

« Tous les trois ans, les inspecteurs délégués ouvriers chargés de surveiller les travaux souterrains des mines de houille sont nommés par les ouvriers mineurs, âgés de 25 ans accomplis, au suffrage universel.

» Immédiatement après le dépouillement du scrutin, le résultat du vote sera porté à la connaissance du Ministre de l'Industrie et du Travail ainsi que du Gouverneur de la province. »

ART. 2.

Ajouter au dernier alinéa de l'article 2 : « dans chaque circonscription ».

ART. 3.

Le 2^e alinéa de l'article 3 est remplacé comme suit :

« Le corps électoral (houilleurs) présente autant de listes de candidats qu'il y a de circonscriptions dans le ressort. » (Le reste comme à l'article 3.)

Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling der wet van 11 April 1897 houdende aanstelling van afgevaardigden-werklieden bij het toezicht op de Belgische kolenmijnen.

EERSTE ARTIKEL.

Het eerste artikel van de wet door de volgende bepaling te vervangen :

« Om de drie jaar worden de afgevaardigde opzieners-werklieden, belast met het toezicht op de ondergrondse werken in de kolenmijnen, bij algemeen kiesrecht benoemd door de mijnwerkers, die volle 25 jaar oud zijn.

» Dadelijk na de stemopneming wordt de uitslag der stemming ter kennis gebracht van den Minister van Nijverheid en Arbeid, alsmede van den Gouverneur der provincie. »

ART. 2.

Aan de slotalinea toe te voegen : « in elke omschrijving ».

ART. 3.

Het 2^e lid van dit artikel te doen luiden :

« Het kiescollege van de kolenmijnwerkers draagt evenveel lijsten van kandidaten voor als er omschrijvingen zijn binnen het gebied. » (Het overige zooals in artikel 3.)

ART. 4.

L'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les ouvriers houilleurs, électeurs âgés de 23 ans, sont avertis soit par le Ministre de l'Industrie et du Travail, soit par le Gouverneur de la province, des dates, heures, etc., de la présentation des candidats aux élections.

» L'ordre du jour de l'assemblée ne peut porter aucun autre objet que la présentation des candidats.

» Le nombre des candidats par circonscription ne peut être supérieur à trois candidats.

» Dans chaque circonscription, les candidats portés sur la liste électorale sont présentés par dix parrains appartenant à cette circonscription, âgés de 30 ans révolus, ayant travaillé au moins dix ans dans les travaux souterrains de houille et ayant passé par les divers travaux comme abatteurs, coupeurs de voies, etc., et domiciliés depuis cinq ans au moins dans le même arrondissement. »

ART. 5.

(Supprimé.) -

ART. 6.

Reste dans son entier, sauf le dernier alinéa qui est supprimé.

ART. 7.

L'article 7 est remplacé par le texte suivant :

« La liste des candidats ayant obtenu la majorité des voix sera transmise,

ART. 4.

Dit artikel te doen luiden :

« Aan de mijnwerkers-kiezers, die 23 jaar oud zijn, wordt hetzij door den Minister van Nijverheid en Arbeid, hetzij door den Gouverneur der provincie kennis gegeven van den dag, het uur, enz., waarop de kandidaten moeten voorgedragen worden.

» Alleen het voordragen van kandidaten mag worden gebracht op de dagorde der vergadering.

» Het getal kandidaten mag, voor elke omschrijving, niet drie overschrijden.

» In elke omschrijving worden de kandidaten, op de kiezerslijst gebracht, door tien voorstellers voorgedragen; deze voorstellers moeten tot de omschrijving behoorèn, volle 30 jaar oud zijn, ten minste tien jaar hebben gearbeid binnen in de kolenmijn, achtereenvolgens de verscheidene mijnwerken hebben uitgevoerd als houwens, ganghakkers, enz., en sedert ten minste vijf jaar hunne woonplaats hebben in hetzelfde arrondissement. »

ART. 5.

(Te doen wegvallen.)

ART. 6.

(Het laatste lid te doen wegvallen.)

ART. 7.

Dit artikel te doen luiden :

« De lijst der kandidaten, die de meerderheid der stemmen hebben beko-

après le dépouillement, au Ministre de l'Industrie et du Travail et au Gouverneur de la province, qui la soumettra à la sanction royale. »

ART. 8.

Cet article est rédigé comme suit :

« Les délégués à l'inspection des mines sont nommés pour trois ans.

» Le délégué dont les fonctions n'ont pas été renouvelées peut être valablement présenté à nouveau comme candidat ».

ART. 9.

L'article 9 est rédigé comme il suit :

« En cas de décès, démission ou révocation d'un délégué à l'inspection des mines, le ou les suppléants remplacent le membre effectif jusqu'à expiration du terme de l'effectif. »

ART. 10.

(Comme il est dit dans la loi actuelle.)

ART. 11.

Maintenir jusqu'aux mots, y compris : « direction et des ouvriers », ajouter aussi : « en donner connaissance et publier par la *Revue du travail belge* ».

Ajouter à l'article 11, après 1^o, 2^o, 3^o, c'est-à-dire :

« 1^o La date de la visite;

men, wordt, na de stemopneming, gezonden aan den Minister van Nijverheid en Arbeid, alsmede aan den Gouverneur der provincie; de Minister onderwerpt ze aan de goedkeuring van den Koning. »

ART. 8.

Dit artikel te doen luiden :

« De afgevaardigden bij het mijntoezicht worden voor drie jaar benoemd.

» De afgevaardigde, die niet werd herkozen, kan opnieuw geldig voorgedragen worden als kandidaat. »

ART. 9.

Dit artikel te doen luiden :

« Ingeval van overlijden, ontslag of afzetting van een afgevaardigde bij het mijntoezicht, neemt de plaatsvervanger of nemen de plaatsvervangers de plaats van het werkend lid in, totdat dezes mandaat ten einde loopt. »

ART. 10.

(Zooals in de wet van 1897.)

ART. 11.

§ 2. Aan 't slot, toe te voegen : « hij geeft daarvan kennis en kondigt ze af in het *Belgisch Arbeidsblad* ».

§ 2. N^{rs} 1^o, 2^o, 3^o en 4^o te doen luiden :

» 1^o Den datum van het bezoek;

» 2° Les heures auxquelles la visite a commencé et fini;

» 3° L'itinéraire suivi;

» 4° Les faits essentiels observés, ajouter : « la situation des travaux et les infractions au règlement de la police des mines. »

Remplacer, à partir du mot : le directeur, etc., par ce qui suit :

« En cas d'accidents, le directeur gérant ou le directeur des travaux est tenu d'en informer immédiatement l'ingénieur et le délégué ouvrier. Ceux-ci ou celui-ci se rendra aussitôt sur le lieu de l'accident et procédera sur place aux enquêtes qu'il jugera urgentes et nécessaires, et ensuite tous les documents relatifs à l'exploitation devront lui être soumis sans délais sur sa simple réquisition. »

ART. 12.

Aux mots : « Les délégués *ouvriers* à l'inspection des mines peuvent exiger un guide », ajouter : « ouvrier ou patron, et, en cas de non-exigence de la part du délégué, personne ne peut accompagner le délégué ouvrier lors du parcours de sa visite ».

ART. 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

(Comme dans la loi actuelle.)

ART. 20.

L'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

1° *Quiconque, pour déterminer un*

» 2° De uren, waarop het bezoek begon en eindigde;

» 3° Den gevolgden weg;

» 4° De hoofdzakelijke zaken, welke hij waarnam, alsmede den staat der werken en de overtredingen van het reglement op de mijnpolitie. »

§§ 3 en 4. Te vervangen door de volgende bepaling :

« Telkens als een ongeval voorkomt, is de bestuurder-zaakvoerder of de bestuurder der werken gehouden, dadelijk daarvan kennis te geven aan den ingenieur en aan den afgevaardigde-werkman. Dezen of de afgevaardigde-werkman begeven zich zonder verwijl naar de plaats, waar het ongeval voorkwam; hij doet ter plaatse het door hem dringend en noodig geacht onderzoek; daarna moeten al de stukken betreffende de ontginning hem zonder uitstel en op enkel verzoek overhandigd worden. »

ART. 12.

Dit artikel te wijzigen als volgt :

« De afgevaardigden-*werklieden* bij het mijntoezicht kunnen voor hunne bezoeken eenen gids, hetzij werkman, hetzij patroon, eischen; wordt dit door den afgevaardigde niet geëischt, dan mag niemand den afgevaardigde-werkman vergezellen bij zijn bezoek. »

ART. 13, 14, 15, 16, 17, 18 en 19.

(Zooals in de wet van 1897.)

ART. 20.

In n° 1°, de woorden : « een lid van

électeur en remplacement de « un membre du Conseil de l'Industrie et du Travail » (le reste comme à l'article 20 jusqu'au 3^e).

Supprimer le 3^e : « les membres du Conseil de l'Industrie et du Travail » et le remplacer comme suit : « par un électeur qui aurait accepté des offres et des promesses préqualifiées ».

ART. 21 et 22.

(Comme il est dit dans la loi actuelle.)

Des électeurs et des éligibles.

ART. 23.

Les inspecteurs ouvriers et les inspecteurs suppléants sont élus directement dans chaque circonscription par les ouvriers houilleurs, dans la forme indiquée par les articles suivants.

ART. 24.

Sont électeurs dans une circonscription, tous les ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines, aux conditions suivantes :

1^o Être âgé de 23 ans accomplis ;

2^o Être inscrit sur la feuille de paye effectuée pour la circonscription, au moins un mois avant l'arrêt de la convocation.

Toutefois lorsque le travail aura été suspendu par les ouvriers, soit par suite d'accident, soit par l'effet de coalitions, seront électeurs tous ceux qui sont inscrits sur la feuille de paye qui précède la cessation du travail.

den Nijverheids- en Arbeidsraad » te vervangen door de woorden : « eenen kiezer ».

In n° 3^e, de woorden : « De leden van den Nijverheids- en Arbeidsraad, die », te vervangen door de woorden : « De kiezer, die... »

ART. 21 en 22.

(Zooals in de wet van 1897.)

Van de kiezers en van de verkiesbaren.

ART. 23.

In elke omschrijving worden de opzieners-werklieden en de plaatsvervangende opzieners rechtstreeks door de kolenmijnwerkers gekozen op de wijze, door de volgende artikelen bepaald.

ART. 24.

Zijn kiesgerechtigd in eene omschrijving, al de werklieden arbeidende binnen in de mijn, mits zij :

1^o Volle 23 jaar oud zijn ;

2^o Ingeschreven zijn op den staat der loonen, in de omschrijving uitbetaald ten minste ééne maand vóór het besluit tot bijeenroeping van de kiezers.

Echter, wanneer de werklieden op-hielden te arbeiden ten gevolge van een ongeval of van werkstakingen, zijn al de kolenmijnwerkers, ingeschreven op den laatst opgemaakten loonstaat vóór den stilstand van den arbeid, kiesgerechtigd.

ART. 25.

Sont éligibles dans n'importe quelle circonscription, tous les ouvriers âgés de 30 ans révolus :

1° Être Belge;

2° Avoir travaillé dix ans au moins comme abatteur, coupeur de voies, recureur, ouvrier d'entretien ou porion ayant passé par tous les degrés, ou du moins connaître à fond tous les genres des travaux souterrains;

3° Les anciens ouvriers ayant rempli les mêmes conditions sus-indiquées.

De la confection des listes électorales.
— Des convocations des électeurs. —
Du fonctionnement du scrutin.

ART. 26.

La liste électorale de chaque circonscription est dressée par l'exploitant d'après la feuille de paye, ainsi que le dit l'article 24.

Cette liste est affichée dans chaque exploitation, bien lisible et visible, aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

ART. 27.

La liste ainsi formée est remise par l'exploitant dans les trois jours qui suivent l'arrêté de convocation, au bourgmestre de chacune des communes sur lesquelles s'étend la circonscription. Cette liste est remise en trois expéditions.

ART. 28.

Le bourgmestre fait immédiatement, sans que le délai puisse dépasser la huitaine à partir du jour de l'arrêté de convocation, afficher ces listes à la porte de la Maison communale.

ART. 25.

Zijn in om 't even welke omschrijving verkiesbaar :

1° Al de werklieden, die volle 30 jaar oud zijn, Belg zijn en gedurende ten minste tien jaar hebben gearbeid als houwer, ganghakker, wegruimer, onderhouder of porion die alle graden doorliep, of althans volkomen vertrouwd zijn met al de ondergrondse werken;

2° De gewezen werklieden, die aan dezelfde vereischten voldeden.

Van de lijsten der kiezers, van de oproeping der kiezers en van het kiezen.

ART. 26.

De lijst der kiezers in elke omschrijving wordt door den mijnbestuurder opgemaakt volgens den loonstaat, voorzien bij artikel 24.

Die lijst wordt in elke mijnonderneming, op de gewone plaatsen voor de mededeelingen aan de werklieden, derwijze aangeplakt dat men ze goed lezen en zien kan.

ART. 27.

Binnen drie dagen na het besluit tot bijeenroeping, wordt de aldus opgemaakte lijst door den mijnbestuurder afgeleverd aan den burgemeester van elke gemeente, welke tot de omschrijving behoort. Gezegde lijst wordt in driedubbel afschrift afgeleverd.

ART. 28.

Dadelijk en in elk geval binnen acht dagen te rekenen van de dagteekening van het besluit tot bijeenroeping doet de burgemeester die lijsten aanplakken aan den ingang van het Gemeentehuis.

ART. 29.

Les réclamations des intéressés seront formées dans les cinq jours qui suivront cet affichage; elles seront reçues par le bourgmestre ou par le secrétaire communal et portées devant le juge de paix, qui statuera d'urgence et en dernier ressort.

ART. 30.

Si l'exploitant ne remet pas au bourgmestre ou au secrétaire communal la liste ci-dessus mentionnée, ou si le bourgmestre ne la fait pas afficher dans les délais et conditions ci-dessus indiqués, le Gouverneur fait dresser et afficher cette liste aux frais du délinquant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

ART. 31.

Si une circonscription s'étend sous plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la commune désignée comme lieu de vote par l'arrêté de convocation.

ART. 32.

Le Gouverneur de la province convoque les électeurs. La première convocation aura lieu deux mois après la promulgation de la présente loi; les convocations ultérieures auront lieu dans le mois qui suivra la disparition du titulaire, qu'il soit inspecteur délégué ou suppléant.

ART. 33.

L'arrêté de convocation sera affiché

ART. 29.

De bezwaarschriften van de belanghebbenden moeten binnen vijf dagen na die aanplakking ingediend worden bij den burgemeester of bij den gemeentesecretaris; zij worden onderworpen aan den vrederechter, die zonder uitstel en in hoogsten aanleg uitspraak doet.

ART. 30.

Wordt bovengemelde lijst door den mijnbestuurder niet afgegeven aan den burgemeester of aan den gemeentesecretaris of doet de burgemeester ze niet aanplakken binnen den tijd en op de wijzen, hierboven bepaald, dan doet de Gouverneur die lijst opmaken en aanplakken op kosten van den overtreder, onverminderd de straffen die tegen dezen kunnen uitgesproken worden wegens overtreding dezer wet.

ART. 31.

Ingeval eene omschrijving verscheidene kantons omvat, is de bevoegde vrederechter die van het kanton, tot welk behoort de gemeente, waar, volgens het besluit tot bijeenroeping, de stemming moet plaats hebben.

ART. 32.

De Gouverneur der provincie roept de kiezers bijeen. Tot de eerste bijeenroeping wordt overgegaan twee maanden na de afkondiging dezer wet; de latere bijeenroepingen hebben plaats binnen de maand na het verdwijnen van den afgevaardigde-opziener of van den plaatsvervanger.

ART. 33.

Het besluit tot bijeenroeping wordt

dans chaque commune de l'arrondissement, quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

ART. 34.

Le vote est obligatoire. Cette obligation est soumise aux mêmes peines et prescriptions que celles édictées par la loi électorale du 30 juin 1894 (art. 220 et suivants). Le vote a lieu à la maison communale de la commune désignée par l'arrêté du Gouverneur.

ART. 35.

Le bureau électoral est présidé par le bourgmestre, qui a pour assesseurs le plus âgé et le plus jeune des électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin.

ART. 36.

Chaque bulletin porte trois noms, avec l'indication de la qualité du délégué ou du suppléant à chaque candidat.

Nul n'est élu au premier tour du scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant, dans les mêmes conditions de forme et de durée.

in elke gemeente van het arrondissement aangeplakt ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing; deze heeft altijd plaats op een Zondag.

ART. 34.

De stemming is verplichtend. Voor deze verplichte stemming gelden de straffen en de voorschriften, bepaald bij de artikelen 220 en volgende der kieswetten van 30 Juni 1894. De stemming geschiedt op het gemeentehuis der gemeente, bij besluit van den Gouverneur aangewezen.

ART. 35.

Het kiesbureel wordt voorgezeten door den burgemeester met, als bijzitters, den oudsten en den jongsten der kiezers aanwezig bij den aanvang der stemming.

ART. 36.

Op elk stembriefje staan drie namen en is tevens vermeld de hoedanigheid van elken candidaat (afgevaardigde, of plaatsvervanger).

Niemand wordt bij de eerste stemming verkozen verklaard, indien hij niet heeft bekomen de volstreckte meerderheid der uitgebrachte stemmen en een getal stemmen, ten minste gelijk aan een vierde van het getal ingeschreven kiezers.

Bij de tweede stemming is de betrekkelijke meerderheid voldoende, welk ook het getal zij van de stemmende kiezers.

Bij staking van stemmen wordt de oudste candidaat verkozen verklaard.

Is er eene tweede stemming noodig, dan wordt daartoe den volgende Zondag overgegaan op gelijke wijze als bij de eerste stemming.

Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme que le président remettra à chaque électeur au moment où il pénétrera dans l'isoloir.

ART. 37.

Ceux qui, soit par voies de faits, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un mois à un an de prison et d'une amende de 100 francs à 2,000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 38.

Après dépouillement du scrutin, le président proclame le résultat du vote; il dresse et transmet au Gouverneur le procès-verbal des opérations.

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivront l'élection, au Gouverneur, qui en accusera réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs protestations au Gouverneur.

ART. 39.

En cas de contestation, le Gouverneur transmet le dossier, au plus tard le cinquième jour après l'élection, au Conseil de prud'hommes de la circonscription ou juge de paix, qui doit statuer dans les huit jours suivants.

De stemming geschiedt, op straffe van nietigheid, onder omslag van gelijk model, door den voorzitter aan elken kiezer overhandigd wanneer deze zich in de afschutting begeeft.

ART. 37.

Al wie de stemming beïnvloedt, hetzij door feitelijkheden, gewelddaden, bedreigingen, giften of beloften, hetzij door een kiezer te doen vreezen dat hij zijne betrekking zou verliezen, dat men hem zijn werk zou ontnemen of zijn persoon, zijn gezin of zijne fortuin aan eenig nadeel blootstellen, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van ééne maand tot één jaar en met eene boete van 100 tot 2,000 frank of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 38.

Na de stemopneming maakt de voorzitter den uitslag der stemming bekend; hij maakt het proces-verbaal der kiesverrichtingen op en zendt het aan den Gouverneur.

De bezwaren moeten in het proces-verbaal opgenomen of, op straffe van nietigheid, binnen drie dagen na de verkiezing bij den Gouverneur ingediend worden; deze geeft bericht van de ontvangst daarvan.

De mijnbestuurders kunnen, evenals de kiezers, hunne bezwaren binnen hetzelfde tijdsverloop indienen bij den Gouverneur.

ART. 39.

Wordt de verkiezing betwist, dan zendt de Gouverneur de stukken, uiterlijk den vijfden dag na de verkiezing, aan den werkrechttersraad der omschrijving of aan den vrederechter, die uitspraak moet doen binnen de volgende acht dagen.

En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois.

Wordt de verkiezing nietig verklaard, dan heeft eene nieuwe verkiezing plaats binnen de maand.

Des contestations entre les inspecteurs ouvriers et les patrons.

Van de geschillen tusschen de opzieners-werklieden en de patroons.

ART. 40.

ART. 40.

L'article 7, § 3, du décret du 3 janvier 1813 est ainsi modifié :

Artikel 7, § 3, van het decreet van 3 Januari 1813 wordt gewijzigd als volgt :

« En cas de contestations entre le délégué et l'exploitant sur la nécessité des travaux à exécuter ou à modifier dans le fond,

» Telkens als er tusschen den afgevaardigde en den mijnbestuurder geschil is over de noodzakelijkheid der uit te voeren of te wijzigen werken binnen in de mijn,

» Comme aussi dans le cas où l'exploitant tarderait à faire *droit aux justes et urgentes réclamations* du délégué,

» Telkens als de mijnbestuurder nalaat gevolg te geven aan de gegronde en spoedvereischende klachten van den afgevaardigde,

» En un mot, pour régler toutes les conditions qui pourraient s'élever entre délégué et patron, la cause sera portée devant le Conseil de prud'hommes et instruit d'urgence, à la diligence du délégué ou du patron réclamant; dans les circonscriptions où il n'existe pas de Conseil de prud'hommes, la cause sera portée devant le juge de paix du ressort. »

» Kortom, telkens als er geschillen tusschen afgevaardigde en patroon dienen opgelost te worden,

» Wordt de zaak gebracht voor den werkrechttersraad en zonder verwijl behandeld ter benaarstiging van den afgevaardigde of van den patroon, van wien de klacht uitgaat; is er in de omschrijving geen werkrechttersraad, dan wordt de zaak gebracht voor den vrederechter van het kanton. »

ART. 41.

ART. 41.

Si la contestation intéresse plusieurs circonscriptions, tous les délégués de ces circonscriptions seront entendus, le jugement rendu par le Conseil fera mention des avis émis par lesdits délégués.

Ingeval het geschil verscheidene omschrijvingen aanbelangt, worden al de afgevaardigden dier omschrijvingen gehoord; het vonnis, gewezen door den Raad, vermeldt de adviezen, door gezegde afgevaardigden uitgebracht.

Révocation des délégués.

Afzetting van de afgevaardigden.

ART. 42.

ART. 42.

La révocation de l'inspecteur ouvrier pourra être réclamée en tout temps

De afzetting van den opziener-werkman kan te allen tijde worden aange-

par les ouvriers électeurs de la circonscription.

A cet effet, une requête contenant l'exposé des griefs articulés contre le délégué en fonction sera adressée au Gouverneur. Suite ne sera donnée à cette requête que si elle est signée par la moitié plus un des ouvriers électeurs employés dans la circonscription.

Le Gouverneur transmettra ladite requête aux bourgmestres des communes sur le territoire desquelles se trouvent les sièges d'exploitation du ressort de l'inspecteur incriminé.

ART. 43.

Dans les trois jours qui suivront la réception de ces pièces, les bourgmestres feront vérifier, sur les feuilles de paye, aux sièges des exploitations, l'authenticité des signatures apposées au bas de la requête.

ART. 44.

Sitôt ces formalités accomplies, sans qu'elles puissent excéder la huitaine à partir du jour où les bourgmestres auront reçu la requête du Gouverneur, cette requête sera retournée au Gouverneur, visée par le bourgmestre et accompagnée d'un procès-verbal succinct de ses opérations.

ART. 45.

Si les signatures de la moitié plus un des électeurs sont reconnues sincères par le procès-verbal et le visa du bourgmestre, le Gouverneur prendra un arrêté révoquant l'inspecteur incriminé.

vraagd door de werklieden-kiezers der omschrijving.

Daartoe wordt aan den gouverneur gezonden een vertoog-schrift, waarin de tegen den afgevaardigde aangevoerde bezwaren zijn uiteengezet. Aan dit vertoog-schrift wordt alleen dan gevolg gegeven wanneer het is onderteekend door de grootste helft van de werklieden-kiezers arbeidende binnen de omschrijving.

De Gouverneur zendt dit vertoog-schrift aan de burgemeesters der gemeenten, op welker grondgebied zijn gevestigd de ontginningszetels behorende tot het gebied van den aangeklaagden opziener.

ART. 43.

Binnen drie dagen na het ontvangen van die stukken, doen de burgemeesters de echtheid van de handteekeningen op het vertoog-schrift nagaan door middel van de loonstaten berustende bij de ontginningszetels.

ART. 44.

Dadelijk nadat aan die vormvereischten is voldaan, en uiterlijk binnen acht dagen te rekenen van den dag waarop de burgemeesters het vertoog-schrift hebben ontvangen van den Gouverneur, wordt dit vertoog-schrift, voor gezien geteekend door den burgemeester, aan den Gouverneur teruggezonden met een beknopt proces-verbaal zijner handelingen.

ART. 45.

Zijn de handteekeningen van de grootste helft der kiezers echt bevonden door het proces-verbaal en het visa van den burgemeester, dan neemt de Gouverneur een besluit tot afzetting van den

Aussitôt il convoquera les électeurs dans les formes et délais repris aux articles 28 et suivants.

ART. 46.

L'inspecteur révoqué pourra être candidat dans la même circonscription où sa révocation aura été provoquée. S'il échoue, il ne sera plus rééligible dans aucune circonscription pendant un délai de cinq ans qui prendra cours à partir de la date de l'arrêté de révocation.

ART. 47.

Les dispositions contenues aux articles précédents sont applicables aux inspecteurs ouvriers adjoints suppléants.

ART. 48.

Sera révoqué d'office par le Gouverneur, tout délégué qui, sans motif valable dûment constaté, aura négligé plus de trois fois au cours d'une même année de faire dans les puits dont il a la surveillance les descentes obligatoires exigées par l'article 9, titre II.

ART. 49.

Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations des inspecteurs ouvriers de même que tous ceux qui contreviendraient aux dispositions de la présente loi, seront punis d'une amende de 100 à 5,000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans ou d'une de ces peines seulement.

ART. 50.

Les années passées par l'inspecteur ouvrier dans l'exercice de ses fonctions

aangeklaagden opziener en roept hij de kiezers dadelijk bijeen op de wijze en binnen den tijd bepaald bij artikel 28 en volgende.

ART. 46.

De afgezette opziener kan candidaat zijn in dezelfde omschrijving, waar hij werd afgezet. Wordt hij niet verkozen, dan is hij in geen enkele omschrijving meer verkiesbaar gedurende een tijdsverloop van vijf jaar, aanvang nemende te rekenen van de dagteekening van het besluit tot afzetting.

ART. 47.

De bepalingen van de vorige artikelen zijn van toepassing op de plaatsvervangende toegevoegde opzieners-werklieden.

ART. 48.

Wordt door den Gouverneur van ambtswege afgezet, elke afgevaardigde die, zonder geldig bevonden redenen, meer dan driemaal in den loop van hetzelfde jaar naliet, de verplichte bezoeken, opgelegd door artikel 9, titel II, te doen in de schachten waarop hij het toezicht heeft.

ART. 49.

Al wie de bezoeken en bevindingen van de opzieners-werklieden belemmert, al wie de bepalingen dezer wet overtreedt, wordt gestraft met eene boete van 100 tot 5,000 frank en met eene gevangenisstraf van vijftien dagen tot twee jaar of met slechts ééne dezer straffen.

ART. 50.

De jaren dienst van den opziener-werkman als zoodanig gelden als

comptent comme année de travail pour l'obtention de la pension.	arbeidsjaren tot het bekomen van het pensioen.
---	--

ART. 51.

Un arrêté royal réglera l'application de la présente loi et déterminera les circonscriptions à établir ainsi qu'il est dit en l'article 4.

ART. 51.

Een koninklijk besluit regelt de toepassing dezer wet en bepaalt de op te richten omschrijvingen naar luid van artikel 4.

ART. 52.

Tous les deux ans, le Gouverneur publiera, sous forme de bulletin, un résumé des rapports, constatations, infractions aux lois et règlement de la police des mines qui lui auront été adressés par les inspecteurs ouvriers.

ART. 52.

Om de twee jaar geeft de Gouverneur, bij wijze van bulletijn, eene beknopte samenvatting van de verslagen, bevestigingen, overtredingen der wetten en reglementen op de mijnpolitie, hem toegezonden door de opzieners-werklieden.

CAELUWAERT.

D. MAROILLE.

A. BRENEZ.